

Projets de règlements

Projet de règlement

Loi sur la justice administrative
(chapitre J-3)

Tribunal administratif du Québec — Procédure du Tribunal administratif du Québec — Remplacement

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le « Règlement sur la procédure du Tribunal administratif du Québec », dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce règlement remplace les « Règles de procédure du Tribunal administratif du Québec » (chapitre J-3, r. 3). Il propose une nouvelle structure permettant de repérer plus facilement ses dispositions.

Il encadre l'utilisation du document technologique sur le plan procédural. Il prévoit des délais minimums de production de documents avant l'audience en tenant compte de la nature du document.

Ce règlement introduit également des règles relatives à la reprise d'instance et à la représentation devant le Tribunal.

Il adapte ses dispositions aux diverses modifications législatives survenues depuis son entrée en vigueur en 1999.

Des renseignements additionnels concernant ce règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M^e Julie Baril, directrice des affaires juridiques, Tribunal administratif du Québec, 500, boul. René-Lévesque Ouest, 21^e étage, Montréal, (Québec) H2Z 1W7, par téléphone au numéro 514-873-8030, poste 5010 ou par courrier électronique à l'adresse affaires.juridiques-mtl@taq.gouv.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus à M^e Hélène de Kovachich, présidente, directrice générale et juge administratif en chef du Tribunal administratif du Québec, 575, rue Saint-Amable, Québec (Québec) G1R 5R4.

Le ministre de la Justice,
BERTRAND ST-ARNAUD

Règlement sur la procédure du Tribunal administratif du Québec

Loi sur la justice administrative
(chapitre J-3, a. 109)

SECTION I CHAMP D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique à tous les recours formés devant le Tribunal administratif du Québec à l'exception de ceux relevant de la section des affaires sociales agissant en qualité de commission d'examen au sens du Code criminel (L.R.C. (1985) ch. C-46).

SECTION II HEURES D'OUVERTURE ET JOURS JURIDIQUES

2. Le secrétariat du Tribunal est ouvert au public du lundi au vendredi, les jours juridiques, de 8 h 30 à 16 h 30.

3. Les jours non juridiques sont les suivants :

1^o les samedis et les dimanches;

2^o les 1^{er} et 2 janvier;

3^o le Vendredi saint;

4^o le lundi de Pâques;

5^o le lundi qui précède le 25 mai;

6^o le 24 juin;

7^o le 1^{er} juillet;

8^o le premier lundi de septembre;

9^o le deuxième lundi d'octobre;

10^o les 24, 25, 26 et 31 décembre;

11^o tout autre jour férié fixé par le gouvernement.

4. Lorsque la date fixée pour accomplir un acte tombe un jour non juridique, il peut être valablement fait le premier jour juridique suivant.

5. Dans le calcul des délais, le jour qui marque le point de départ n'est pas compté et, sauf pour les délais en jours francs, celui de l'échéance l'est.

Les jours non juridiques sont comptés mais le délai qui expirerait normalement un tel jour est prolongé jusqu'au premier jour juridique suivant.

SECTION III TRANSMISSION DES DEMANDES ET DEPOT DE DOCUMENTS

6. La transmission d'un document technologique, au sens de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (chapitre C-1.1), est possible si ce moyen est accepté par le Tribunal.

7. La date du dépôt d'un document est celle de sa réception au secrétariat du Tribunal ou au greffe de la Cour du Québec, selon le cas.

Sous réserve de l'article 6, si un document technologique est reçu un jour non juridique ou, après 16 h 30 lors d'un jour juridique, celui-ci est présumé reçu le prochain jour juridique suivant sa réception.

8. Lorsque des droits, des honoraires ou d'autres frais sont établis pour le dépôt d'un document, celui-ci n'est valablement déposé que sur paiement de tels frais.

Toutefois, dans le cas de la requête introductive d'un recours, le requérant qui n'a payé qu'une partie des droits, des honoraires ou des frais établis dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de la réception de la requête par le Tribunal pour remplir son obligation.

9. La requête introductive du recours peut être présentée au moyen du formulaire fourni par le Tribunal, dûment complété.

Elle peut aussi être présentée sur un autre document répondant aux exigences de l'article 111 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) indiquant ainsi :

1° la décision qui fait l'objet du recours ou les faits qui y donnent ouverture;

2° les motifs sommairement invoqués au soutien du recours;

3° les conclusions recherchées;

4° si le requérant est représenté, le nom, l'adresse ainsi que le numéro de téléphone et de télécopieur du représentant. Dans le cas où le représentant est avocat, l'adresse de courrier électronique professionnelle exigée en vertu de la Loi sur le Barreau (chapitre B-1).

La requête indique le nom, l'adresse et toutes autres coordonnées du requérant.

La décision contestée ou les documents reliés aux faits qui donnent ouverture au recours sont transmis au Tribunal sans délai lors du dépôt de la requête.

Si ces documents ne peuvent être transmis lors du dépôt de la requête, celle-ci indique :

1° si l'objet du recours est une décision :

a) le nom de l'autorité qui a pris la décision;

b) la date de cette décision;

c) le numéro de dossier attribué par cette autorité.

2° si l'objet du recours n'est pas une décision, les faits qui y donnent ouverture.

10. Toute autre demande au Tribunal est faite dans un document écrit et est transmise au secrétariat du Tribunal.

La demande indique le nom des parties, le numéro de dossier du Tribunal, les motifs invoqués à son soutien et les conclusions recherchées.

Si le demandeur n'est pas une des parties, la demande indique son nom, son adresse et ses autres coordonnées, le cas échéant. Si le demandeur est représenté, la demande indique, de la même manière, les coordonnées de son représentant.

Toutefois, une demande peut être présentée autrement si le Tribunal l'autorise.

11. Toute demande présentée sur support papier, y compris la requête introductive du recours, est signée par le demandeur ou par son représentant.

Toute demande ou communication écrite adressée au Tribunal doit également être transmise aux autres parties.

SECTION IV REPRESENTATION

12. Dans les cas exceptionnels prévus par la loi où une personne non avocate est autorisée à agir à titre de représentant devant le Tribunal, celle-ci doit fournir un mandat sur support papier, signé par la personne qui souhaite se faire représenter.

Ce mandat, en plus d'énoncer l'autorisation de représentation, indique, si tel est le cas, que le représentant est autorisé à consulter le dossier de la personne représentée ou à en obtenir une copie.

Cette disposition ne s'applique pas au représentant du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou du délégué de ce dernier.

13. La partie qui révoque son représentant ou qui lui en substitue un nouveau transmet, sans délai, un avis au Tribunal et aux autres parties.

14. La personne qui accepte de représenter une partie après le dépôt de la requête transmet, sans délai, un avis au Tribunal et aux autres parties.

15. La personne qui cesse de représenter une partie transmet, sans délai, un avis au Tribunal et aux autres parties.

Toutefois, lorsque le Tribunal a déjà transmis un avis de convocation à une audience, le représentant ne peut cesser d'occuper sans son autorisation.

16. Lorsqu'une partie est représentée, les communications du Tribunal, à l'exception de la convocation à l'audience et de la communication de la décision, ne sont adressées qu'au représentant.

SECTION V CHANGEMENT D'ADRESSE

17. Toute partie et tout représentant informent sans délai le secrétariat du Tribunal du changement de leur adresse ou d'une autre de leurs coordonnées.

SECTION VI DOCUMENTS RELATIFS AUX DOSSIERS

SOUS-SECTION I EXPROPRIATION

18. Lorsqu'un plan général des immeubles à exproprier est déposé au Tribunal en application de l'article 39 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), un appendice indiquant pour chaque immeuble son numéro de cadastre, la nature du droit exproprié et le nom de son dernier titulaire connu y est annexé.

Tout avis d'expropriation relatif à un plan général et produit après dépôt de ce plan fait référence au numéro de dossier de ce plan.

SOUS-SECTION II PROTECTION DES PERSONNES DONT L'ÉTAT MENTAL PRÉSENTE UN DANGER POUR ELLES-MÊMES OU POUR AUTRUI

19. En matière de protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui, l'établissement qui détient sous garde une

personne fournit au Tribunal une copie de l'ordonnance de garde en établissement, une copie des rapports d'exams psychiatriques qui ont servi à sa délivrance, ainsi qu'une copie de tout rapport d'examen psychiatrique périodique subséquent à la délivrance de l'ordonnance, le cas échéant.

Ces documents doivent être fournis au plus tard 24 heures avant la date fixée pour l'audience.

SECTION VII INTERVENTION, MISE EN CAUSE ET DECES OU CHANGEMENT D'ETAT D'UNE PARTIE

20. Toute personne qui justifie d'un intérêt suffisant peut, sur autorisation du Tribunal et aux conditions qu'il fixe, intervenir dans une instance, avant que la décision sur le recours ne soit rendue.

Dans le cas d'un recours formé en application de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2), la personne qui intervient dans une instance doit déposer au Tribunal un avis à cet effet au moins 30 jours avant la date fixée pour l'audience.

21. Toute partie à un recours peut, sur autorisation du Tribunal et aux conditions qu'il fixe, y appeler un tiers dont la présence est nécessaire pour permettre une solution complète du litige.

Le Tribunal peut, d'office, ordonner la mise en cause de toute personne dont les intérêts peuvent être affectés par sa décision.

22. Pour continuer le recours d'une partie, un héritier, un ayant cause, le liquidateur d'une succession ou une personne qui a acquis la qualité ou l'intérêt pour le faire transmet au Tribunal les documents suivants :

- 1° un avis de son intention;
- 2° les documents démontrant son intérêt ou l'habilitant à continuer le recours;
- 3° en cas de décès d'une partie, une preuve du décès.

23. La partie intimée peut, par notification, mettre en demeure les personnes visées à l'article 22 d'aviser le Tribunal de leur intention. Une copie de la mise en demeure est transmise au Tribunal et aux parties.

Si, après 60 jours de la notification de la mise en demeure, ces personnes n'y ont pas donné suite, toute partie peut demander au Tribunal de procéder par défaut ou de déclarer le recours caduc, selon les circonstances.

SECTION VIII CONVOCATION

24. La partie est valablement appelée à l'audience par un avis expédié à sa dernière adresse indiquée au dossier du Tribunal.

L'avis est également transmis au représentant à sa dernière adresse indiquée au dossier du Tribunal.

SECTION IX ROLE DE PRATIQUE

25. En plus du rôle comprenant les requêtes introductives des recours, le Tribunal peut aussi préparer un rôle de pratique sur lequel sont inscrites les affaires pouvant être entendues préalablement à la tenue de l'audience sur le fond du recours.

Sauf du consentement des parties, si l'urgence le requiert ou si le Tribunal en décide autrement, une affaire ainsi inscrite au rôle de pratique ne peut être entendue que si les parties en ont été avisées au moins 10 jours avant la date de l'audience.

SECTION X REMISE

26. La partie qui veut faire remettre l'audience doit présenter une demande au Tribunal dès que sont connus les motifs invoqués au soutien de celle-ci.

La remise n'est accordée que si elle est fondée sur des motifs sérieux et que les fins de la justice seront ainsi mieux servies. Ainsi, aucune remise ne peut être accordée du seul consentement des parties.

SECTION XI PRESENCE D'UN TÉMOIN A L'AUDIENCE

27. La partie qui veut qu'un témoin soit cité à comparaître pour témoigner sur ce qu'il sait, pour produire quelque document ou pour les deux à la fois, complète la citation.

Il lui appartient de faire signifier la citation délivrée par son avocat ou, à défaut, par un membre du Tribunal, au moins 10 jours avant l'audience.

En cas d'urgence, un membre du Tribunal peut réduire le délai de signification de la citation; ce délai ne peut cependant être inférieur à 24 heures. Il en est fait état sur la citation.

Une personne incarcérée ne peut être assignée que sur ordonnance d'un membre du Tribunal enjoignant au directeur ou au geôlier, selon le cas, de la faire comparaître selon les instructions qui y sont données pour permettre à cette personne de rendre témoignage.

28. La personne qui est entendue en qualité de témoin ou d'interprète prête serment de dire la vérité.

La personne qui ne comprend pas la nature du serment en est dispensée, mais elle est informée de son obligation de dire la vérité.

SECTION XII PRODUCTION DE DOCUMENTS A L'AUDIENCE

29. La partie qui a l'intention de produire un document en preuve lors de l'audience doit, au plus tard 15 jours avant celle-ci, transmettre copie du document aux parties ainsi qu'à chacun des membres du Tribunal qui composent la formation chargée de l'affaire. Une copie supplémentaire est produite s'il s'agit d'un recours relevant de la section des affaires immobilières. Les copies destinées au Tribunal sont déposées au secrétariat du Tribunal.

Dans le cas du rapport d'un expert ou d'un document technologique au sens de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, la transmission doit se faire au plus tard 30 jours avant la date de l'audience.

Sauf avec la permission du Tribunal, nul témoin expert n'est entendu à moins que son rapport n'ait été produit dans les délais.

Cette disposition ne restreint pas le pouvoir du Tribunal de décider de délais différents.

30. Lorsqu'une partie souhaite déposer un document technologique au sens de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, elle s'assure, au moment du dépôt du document, que le Tribunal dispose du matériel nécessaire pour en permettre la présentation lors de l'audience.

Si le Tribunal ne dispose pas du matériel requis, la partie procède au transfert du document sur un support adapté au matériel dont le Tribunal pourrait disposer lors de l'audience ou, fournit le matériel nécessaire à la présentation du document technologique.

Cette dernière disposition ne restreint pas le pouvoir du Tribunal de convenir de mesures différentes.

SECTION XIII
AUDIENCE

31. Toute personne présente à l'audience doit être vêtue convenablement et observer une attitude digne et de respect envers la justice. Elle doit s'abstenir de tout ce qui peut nuire au bon fonctionnement de l'audience.

32. Les débats à l'audience sont conservés par enregistrement, à moins qu'une partie ne les fasse prendre, à ses frais, par un sténographe ou un sténotypiste ou par un autre moyen prévu par le Règlement sur la prise des dépositions des témoins en matière civile (chapitre C-25, r. 10).

Si une partie les fait transcrire, elle fournit gratuitement une copie au Tribunal.

Les frais afférents à la prise des débats et à leur transcription font partie des dépens, dans le cas où le Tribunal peut en adjuger.

33. Le procès-verbal de l'audience est dressé selon le modèle établi par le Tribunal. Il comprend notamment les mentions suivantes :

1^o le lieu, la date et l'heure du début et de la fin de l'audience;

2^o les noms des membres du Tribunal;

3^o les noms et adresses des parties et, le cas échéant, de leurs représentants et de leurs témoins;

4^o le nom et l'adresse du responsable de l'enregistrement des débats;

5^o le nom et l'adresse du sténographe;

6^o le nom et l'adresse de l'interprète et la mention qu'il a prêté serment;

7^o le mode de l'audience;

8^o les diverses étapes de l'audience;

9^o les pièces produites;

10^o les incidents et les objections;

11^o la date où un geste ou un acte doit être exécuté;

12^o les décisions du Tribunal;

13^o la date du début du délibéré.

SECTION XIV
DESISTEMENT

34. À moins que la loi ne le prévoie autrement, le dépôt d'un désistement ou d'un avis des parties indiquant que l'affaire est réglée hors cour ou qu'il n'y a plus de litige met fin à l'instance.

SECTION XV
DECISION

35. La décision du Tribunal est transmise aux parties ainsi qu'à leurs représentants.

SECTION XVI
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

36. L'article 29 s'applique aux recours pour lesquels un avis d'audience n'a pas encore été transmis par le Tribunal à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Pour les autres recours pendants, les articles 26 et 28 des Règles de procédure du Tribunal administratif du Québec (chapitre J-3, r. 3) continuent de s'appliquer.

37. Le présent règlement remplace les Règles de procédure du Tribunal administratif du Québec.

38. Le présent règlement entre en vigueur le quarante-vingt-dixième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

59388